

Réponse non confidentielle transmise à la CRE à l'adresse : dr.cp1@cre.fr

Boulogne-Billancourt, le 9 novembre 2015

Nos références : PP_M_LT_Réponse_Consultation_CRE_20151106

Objet : Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2016.

Madame, Monsieur,

Vous voudrez bien trouver ci-après notre contribution à la consultation publique organisée par la CRE, relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2016.

Opérateurs de deux centrales à cycle combiné gaz (CCCG) nouvellement construites en France (situées à Pont-sur Sambre et à Toul), nous éprouvons un contexte de prix de l'électricité sur les marchés de gros en France particulièrement difficile qui ne permet toujours pas, même si ces conditions s'améliorent légèrement à l'heure actuelle, une rémunération adéquate de l'infrastructure énergétique importante pour le système électrique français que constituent nos deux centrales (qui proposent au système 820 MW de capacités certifiées).

L'exploitation de nos 2 centrales est en particulier affectée par des coûts incompressibles, tels que l'IFER et les coûts d'acheminement en gaz. Ceci est particulièrement le cas de la centrale de Toul, qui, contrairement à la plupart des CCCG installées en France, dont notre centrale de Pont-sur-Sambre, ne peut pas bénéficier de l'offre interruptible à préavis court (IAPC) de GRTgaz, du fait de son positionnement à un peu plus de 100 km du point d'entrée à Obergailbach, au lieu des 50 km maximum « à vol d'oiseau » requis. Cette centrale n'en constitue pas moins un important actif de consommation potentiellement interruptible pour faire face à des congestions éventuelles pouvant affecter la maille de mutualisation Lorraine où elle se situe, comme 3 autres CCCG.

Ainsi, depuis l'extension de l'offre IAPC accordée à compter du 1^{er} avril 2015 aux centrales situées en zone sud (à titre transitoire), la centrale de Toul se retrouve être pratiquement la seule en France à ne pas pouvoir en bénéficier. Cela la met en situation de désavantage compétitif très fort, devant supporter des surcoûts de près de 2M€ par rapport aux autres CCCG pour l'acheminement du gaz, ce qui met en risque sa pérennité.

Malgré nos nombreuses démarches auprès de vos services, ainsi qu'auprès de GRTgaz et de la DGEC, nos demandes pour inclure la centrale de Toul dans le périmètre de l'offre IAPC n'ont trouvé aucun écho dans la présente consultation publique.

Nous découvrons, par contre, qu'après l'augmentation tarifaire de 2,5% au 1^{er} avril 2015, qui en fait a été de 5% sur le réseau aval, il est maintenant question d'une augmentation tarifaire de 6,6% en moyenne demandée par GRTgaz. Même si la CRE indique vouloir ramener cette hausse à entre 4 et 5%, nous redoutons de nouveau une hausse très forte des tarifs d'utilisation sur le réseau aval, qui mettrait encore plus à mal l'exploitation de nos 2 centrales, et en particulier celle de Toul.

Ces évolutions tarifaires conduisent à un cercle vicieux, car, comme remarqué dans la consultation, elles sont en particulier dues à la baisse des prévisions de souscriptions de capacités – une conséquence implacable des augmentations tarifaires en série appliquées aux consommateurs finals !

Ces effets sont amplifiés par le mécanisme du compte de régulation des charges et des produits (CRCP), pour lequel, comme indiqué dans la consultation, *« en ajoutant au stock restant à apurer l'écart sur le CRCP 2014 et le CRCP provisoire 2015, on obtient un montant global du CRCP de 68,2 M€ à restituer aux consommateurs. »* Ce montant représente 3,7% de la demande de revenu autorisé de 1 853 M€ de GRTgaz pour 2016, en augmentation de 4,5% par rapport à 2015.

Mais la restitution du CRCP étant actuellement étalée sur 4 ans, le bénéfice que devraient immédiatement en retirer les consommateurs par une réduction des tarifs d'acheminement s'en trouve fortement dilué. Nous notons de plus que toute sous-évaluation prévisionnelle des souscriptions de capacité ne viendra que contribuer à gonfler artificiellement encore plus le CRCP des années suivantes.

Nous vous demandons donc instamment de trouver des solutions pour contrer les augmentations sans fin des tarifs d'acheminement du gaz naturel, si possible ciblées en particulier sur de gros consommateurs interruptibles comme les CCCG. Parmi les pistes possibles, un apurement accéléré du CRCP au lieu des 4 ans actuels pourrait apporter une nouvelle dynamique au développement de la consommation de gaz naturel en France. Cela serait d'autant plus justifié que la période de l'ATRT5 se terminera dans un an.

De plus, nous réitérons notre demande de l'extension de l'offre IAPC à toutes les CCCG en France, car, comme indiqué à de nombreuses reprises, la question de la mise sous cocon de la centrale de Toul se pose réellement, ce qui ne ferait que contribuer encore plus à la raréfaction des souscriptions de capacité sur le réseau aval de GRTgaz dès 2016.

Qui sommes-nous ?

Pont-sur-Sambre Power SAS est le propriétaire et l'opérateur de la centrale à cycle combiné de 412 MW de capacité installée, située à Pont-sur-Sambre à proximité de la ville de Maubeuge. Cette centrale est en service depuis septembre 2009.

Toul Power SAS est le propriétaire et l'opérateur de la centrale à cycle combiné de 413 MW de capacité installée, située dans la zone industrielle « Croix de Metz » à proximité de la ville de Toul. Cette centrale est en service depuis décembre 2012.

Réponses aux questions :

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT6 ?

Si cette évolution devait conduire à une baisse des revenus tarifaires de GRTgaz aux PITS, et par contrecoup à une hausse des tarifs d'acheminement sur le réseau aval, nous souscrivons à la nécessité d'effectuer au préalable une étude d'impact dans le cadre de l'ATRT6.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessus, d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'Interface Transport-Stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?

Dans la mesure où cette évolution se ferait à revenu constant pour GRTgaz aux PITS, nous y sommes favorables.

Question 3 : Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1er avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeurs, envisageriez-vous de souscrire ce produit ?

Les revenus additionnels que pourrait retirer GRTgaz de la commercialisation de ces capacités viendraient soulager en particulier les tarifs répercutés aux consommateurs sur le réseau aval. Il serait dommage de reporter cette proposition à l'ATRT6 comme le propose la CRE, alors qu'elle n'induit aucun investissement physique et très peu de développements informatiques et commerciaux.

Question 4 : Etes-vous favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD ?

Favorables.

Question 5 : Avez-vous des commentaires sur l'indicateur portant sur le stock en conduite projeté et sur l'opportunité de suivre la fiabilité de cette information en plus de la ponctualité de sa publication ?

Comme indiqué dans la consultation, l'indicateur de stock en conduite projeté conditionne les interventions des GRT sur les marchés. De ce fait, il sert de signal à la fois de la tension du réseau et de la disponibilité des services de flexibilité basée sur le stock en conduite.

Il nous paraît donc critique d'en suivre la fiabilité, en plus de la ponctualité des publications.

Question 6 : Etes-vous favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance ? Dans l'affirmative, avez-vous des suggestions d'indicateur ?

Nous partageons les préoccupations de la CRE d'améliorer la disponibilité des capacités pour raison de maintenance. Le suivi du taux moyen d'indisponibilité des capacités permettrait une comparaison avec les autres GRT européens, et pourrait servir de base à une régulation incitative.

Question 7 : Avez-vous d'autres commentaires ou proposition concernant le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT ?

Non.

Vous souhaitant bonne réception de nos réponses,

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Antonio HAYA
Président